

Etablissement support
Filière Médicaments

Juin 2025

**CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES
PARTICULIERES
DE FOURNITURES COURANTES ET SERVICES
PHME 25-001**

Organisé en application des dispositions
du Code de la Commande Publique

**FOURNITURE DE SOLUTÉS :
SODIUM CHLORURE 0,9% pour IRRIGATION**

SOL25

SOMMAIRE

PAGES

Table des matières

CHAPITRE 1 – GENERALITES	4
ARTICLE 1 : PARTIES CONTRACTANTES	4
ARTICLE 2 : OBJET DU MARCHÉ	4
ARTICLE 3 : FORME DU MARCHÉ	5
ARTICLE 4 : DECOMPOSITION DU MARCHÉ	5
4.1 Décomposition en lots	5
4.2 Décomposition en tranches	5
4.3 Décomposition en phases	5
ARTICLE 5 : DUREE DU MARCHÉ	5
ARTICLE 6 : FORME D'EXECUTION DU MARCHÉ	5
6.1 Ordres de service	5
6.2 Bon de commande	5
6.3 Marchés subséquents	6
6.4 Commandes hors accord-cadre	6
6.5 Prestations similaires et livraisons complémentaires	6
ARTICLE 7 : CLAUSES SOCIALES ET ENVIRONNEMENTALES	6
7.1 Clause environnementale	6
7.2 Clause sociale	7
ARTICLE 8 : PIECES CONTRACTUELLES	7
ARTICLE 9 : CONFIDENTIALITE - PROTECTION DES DONNEES PERSONNELLES - MESURES DE SECURITE	7
ARTICLE 10 : CONDITIONS PARTICULIERES	8
10.1 Respect du Règlement Intérieur et Hôpital sans tabac	8
10.2 Dispositions liées à l'obligation du PASS SANITAIRE / VACCINAL	8
10.3 Respect des principes de la République	8
CHAPITRE 2 : PRIX ET REGLEMENT	9
ARTICLE 11 : CONTENU DU PRIX	9
ARTICLE 12 : MODALITE DE VARIATION DU PRIX	9
ARTICLE 13 : MODALITES DE REGLEMENT	10
13.1 Avance	10
13.2 Remise de la demande de paiement	10
13.3 Acomptes	11
13.4 Contenu de la demande de paiement	11
13.5 Comptables assignataires	11
13.6 Délais de paiement	11
13.7 Escomptes	12
13.8 Intérêts moratoires	12
CHAPITRE 3 : DELAIS	12
ARTICLE 14 : DELAI D'EXECUTION	12
ARTICLE 15 : PENALITES	13
15.1 Pénalités pour retard	13
15.2 Pénalités pour indisponibilité	13
15.3 Pénalités diverses	13
15.4 Pénalités pour défaut d'insertion	14
ARTICLE 16 : PRIME	14

CHAPITRE 4 : EXECUTION	14
ARTICLE 17 : MODALITES PARTICULIERES D'EXECUTION	14
17.1 Livraison	14
17.2 Clause de réexamen	15
17.3 Changement de références	16
17.4 Prestations similaires	16
17.5 Exécution de la prestation aux frais et risques	16
ARTICLE 18 : CONSTATATION DE L'EXECUTION DES PRESTATIONS – GARANTIE – MAINTENANCE	17
18.1 Opérations de vérification	17
18.2 Maintenance des prestations	18
18.3 Garanties	19
ARTICLE 19 – ASSURANCES	19
ARTICLE 20 – RESILIATION	19
ARTICLE 21 – DIFFERENDS	19
ARTICLE 22 – DEROGATIONS	20
ARTICLE 23 – ANNEXE	20

INTRODUCTION

Conformément à la loi du 26 janvier 2016 relative à la modernisation de notre système de santé, le Groupement Hospitalier de Territoire de la Sarthe (GHT 72) est créé, depuis le 1^{er} juillet 2016, par une convention constitutive.

La fonction achat du GHT 72 est dévolue à l'établissement support du GHT 72 : le Centre Hospitalier du Mans.

Dans ce contexte, le Centre Hospitalier du Mans réalise les achats pour lui-même et pour le compte des établissements *parties* du GHT 72, à savoir le :

- Centre Hospitalier de Château du Loir
- Centre Hospitalier de La Ferté Bernard
- Centre Hospitalier du Lude
- Pôle Hospitalier et Gériatrique Nord Sarthe (Sites de Beaumont sur Sarthe, Bonnétable et Sillé le Guillaume)
- Centre Hospitalier de Saint Calais
- Etablissement Public de Santé Mentale de la Sarthe (EPSM)
- Pôle Santé Sarthe et Loir (PSSL)
- EHPAD de Bessé sur Braye

Dans le cadre du GHT 72, le Centre Hospitalier du Mans, établissement support, réalise la procédure d'achat pour son propre compte.

Le présent marché applique le Cahier des Clauses Administratives Générales Fournitures courantes et services dans sa rédaction approuvée par l'arrêté du 30/03/2021.

CHAPITRE 1 – GENERALITES

ARTICLE 1 : PARTIES CONTRACTANTES

Le présent marché est conclu entre :

- Le Centre Hospitalier du Mans, représenté par le Directeur Général, représentant le pouvoir adjudicateur, pour le compte du Centre Hospitalier du Mans, d'une part ;
- Et,
- Le titulaire, dont l'acte d'engagement accompagné de ses éventuelles annexes a été daté et signé par une personne habilitée à engager la société, d'autre part.

ARTICLE 2 : OBJET DU MARCHE

Le présent marché a pour objet la **FOURNITURE DE SOLUTÉS : SODIUM CHLORURE 0,9% POUR IRRIGATION.**

ARTICLE 3 : FORME DU MARCHE

Les prestations s'exécuteront sous forme **d'un accord-cadre à bons de commande** en application des articles R.2162-1 à R.2162-5 et R.2162-13 à R.2162-14 du Code de la commande publique.

ARTICLE 4 : DECOMPOSITION DU MARCHE

4.1 Décomposition en lots

La présente consultation est composée d'un lot unique :

- **Lot 1 : SODIUM CHLORURE 0.9% SOL.P/IRRIGATION - 3 LITRES**

4.2 Décomposition en tranches

Il n'est pas prévu de décomposition en tranches.

4.3 Décomposition en phases

Il n'est pas prévu de décomposition en phases.

ARTICLE 5 : DUREE DU MARCHE

Le marché est conclu pour une durée de **12 mois à compter du 01/08/2025** ou **de sa date de notification au titulaire si celle-ci est postérieure**.

Le marché est tacitement reconductible 3 fois par périodes de 12 mois. Le titulaire ne peut la refuser. En cas de non-reconduction du marché, le titulaire sera informé au moins 2 mois à l'avance avant la fin de la période d'exécution en cours.

Au cas où le Centre Hospitalier du Mans, établissement support du GHT 72, déciderait de ne pas reconduire l'accord cadre, il l'exprimerait par écrit deux mois au moins avant cette échéance.

ARTICLE 6 : FORME D'EXECUTION DU MARCHE

6.1 Ordres de service

Sans objet

6.2 Bon de commande

L'accord-cadre fait l'objet de bons de commande conclu avec 1 titulaire.

La consultation donnera lieu à un accord-cadre à bons de commande en application des articles R.2162-1 à R.2162-5 et R.2162-13 à R.2162-14 du Code de la commande publique.

Compte tenu du caractère imprévisible des dépenses/quantités, le marché sera **un accord-cadre sans minimum et avec un maximum de 220 000 € HT pour la durée du marché**.

A titre indicatif, l'estimation annuelle est de 42 000 € HT.

Le marché s'exécute par émission de bons de commande au fur et à mesure des besoins exprimés par l'acheteur.

Le titulaire se conforme strictement aux bons de commande qui lui sont transmis dans le cadre du présent marché.

Les bons de commande sont écrits. Ils sont notifiés en un exemplaire au titulaire.

Les commandes seront passées par l'établissement au moyen de **bons de commande** signés du Pharmacien Gérant ou de son représentant.

Chaque bon de commande comportera :

- Le numéro et l'objet du marché ;
- Le numéro et la date du bon de commande ;
- Le nom ou la raison sociale du titulaire ;
- Le détail des prestations, articles ou produits et les quantités commandées et la référence au devis établi par le titulaire ;
- Le(s) délai(s) d'exécution des prestations et le cas échéant la ou les dates de livraison ;
- Le(s) lieu(x) d'exécution des prestations ;
- Le montant unitaire HT et TTC des prestations
- Le montant prévisionnel total HT et TTC des prestations.

Il est rappelé que le délai de livraison commence à courir à compter de la date de réception du bon de commande.

6.3 Marchés subséquents

Sans objet

6.4 Commandes hors accord-cadre

Pour des besoins occasionnels de faible montant, le pouvoir adjudicateur peut s'adresser à un prestataire autre que les titulaires de l'accord-cadre, pour autant que le montant cumulé des achats ne dépasse pas 3% du montant total du marché, ni la somme de 7.000 € HT.

6.5 Prestations similaires et livraisons complémentaires

Les prestations de fournitures objet du présent marché pourront donner lieu à la réalisation de livraisons complémentaires. Ces prestations s'exécuteront conformément à un nouveau marché passé sans publicité ni mise en concurrence préalable, en application de l'article R.2122-4 du code de la commande publique.

ARTICLE 7 : CLAUSES SOCIALES ET ENVIRONNEMENTALES

7.1 Clause environnementale

Le présent marché public est soumis à des considérations environnementales, en application de l'article L.2112-2 du code de la commande et du CCAG applicable.

Le GHT de la Sarthe est sensible aux clauses environnementales et à la lutte contre le gaspillage des emballages. Il est donc demandé au titulaire du marché une action sur les emballages, à savoir :

- Réduction du poids de l'emballage en carton
- Suppression des éléments d'emballage inutiles (ex : calages, barquettes carton)
- Intégrer des fibres de carton d'origine recyclée
- Réduction de la quantité d'encre, de colle et de couleur
- Réduction de la quantité de film de fardage
- Réduction des emballages en plastique à usage unique

7.2 Clause sociale

Sans objet

ARTICLE 8 : PIECES CONTRACTUELLES

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG-FCS, les pièces contractuelles sont les suivantes et prévalent dans l'ordre énuméré ci-dessous* :

- L'Acte d'engagement (AE) - imprimé ATTRI 1 - et ses éventuelles annexes dont les annexes financières, dans la version résultat des dernières modifications éventuelles, gérées par modification du marché (avenant, acte de sous-traitance) et/ou par mise au point du marché ;
- Le présent Cahier des Clauses Administratives Particulières (C.C.A.P.) et ses éventuelles annexes ;
- Le Cahier des Clauses Techniques Particulières (C.C.T.P.) et ses éventuelles annexes ;
- Le catalogue des besoins par établissement ;
- Le Cahier des Clauses Administratives Générales (C.C.A.G.) des marchés publics de fournitures courantes et de services (arrêté du 30 mars 2021) (*Cette pièce générale est réputée connue des parties et n'est pas jointe au dossier de consultation*) ;
- L'offre technique et l'annexe financière du titulaire à l'exception des quantités annuelles qui sont données à titre indicatif;
- Le Règlement Intérieur du (ou des) établissement(s) concerné(s).

*Seul fait foi l'exemplaire original conservé par l'administration du Centre Hospitalier du Mans, établissement support du GHT 72.

Toute clause portée dans les documents constituant l'offre du titulaire est réputée non écrite dès lors qu'elle apparaît contraire aux stipulations des autres pièces contractuelles. Cette disposition est notamment mais non exclusivement applicable aux conditions générales de vente proposées par le titulaire dans son offre.

ARTICLE 9 : CONFIDENTIALITE - PROTECTION DES DONNEES PERSONNELLES - MESURES DE SECURITE

A l'occasion de leurs missions, les personnels du titulaire peuvent avoir connaissance et détenir des documents et des informations de nature confidentielle relatifs aux installations, matériels et activités du Centre Hospitalier du Mans ou des autres établissements membre du GHT 72. En conséquence, ils seront tenus d'observer la plus grande discrétion et de respecter rigoureusement l'obligation de réserve pendant toute la durée de la prestation, voire au-delà

du terme du contrat de travail. Un rappel des obligations de réserve sera fait régulièrement par leur employeur.

Toutes les données transférées au titulaire dans le cadre de l'exécution du présent marché ont un caractère stratégique et strictement confidentiel. L'ensemble de ces données et fichiers sont soumis au respect de la loi la loi n°78-17 du 6 janvier 1978 « Informatique et libertés » dans sa dernière version et relève de la vie privée et du secret professionnel.

Le titulaire du marché s'engage à respecter la réglementation en vigueur applicable au traitement de données à caractère personnel et, en particulier, le règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 applicable à compter du 25 mai 2018.

ARTICLE 10 : CONDITIONS PARTICULIERES

10.1 Respect du Règlement Intérieur et Hôpital sans tabac

Le titulaire du marché est tenu au respect du règlement intérieur du (ou des) Centre(s) Hospitalier(s) concerné(s). Le règlement intérieur sera transmis au titulaire à la notification du marché.

Par ailleurs, en tant qu'établissement de santé, le Centre Hospitalier du Mans a décidé de renforcer son action en faveur de la prévention des risques liés au tabac et s'engage dans la stratégie nationale de promotion des lieux de santé sans tabac.

Pour soutenir les personnes en cours de sevrage et pour protéger les non-fumeurs, toute l'enceinte du CHM, y compris les espaces extérieurs, est non-fumeur.

Seules quelques zones fumeur clairement identifiées restent à disposition des personnes qui souhaitent continuer l'usage du tabac.

En cas de non-respect de l'interdiction de fumer hors des zones fumeur, le titulaire s'expose à une pénalité forfaitaire de 10 € par manquement constaté.

D'une manière générale, le titulaire ne peut se prévaloir dans l'exercice de sa mission d'une quelconque ignorance des textes énumérés au présent CCAP (Lois, Décrets, Arrêtés, Règlements, circulaires, ...) de tous textes administratifs nationaux d'une manière générale, de tout texte et de toute la réglementation intéressant son activité pour l'exécution du présent marché public.

10.2 Dispositions liées à l'obligation du PASS SANITAIRE / VACCINAL

Sans objet

10.3 Respect des principes de la République

La loi du 24/08/2021 (confortant les principes de la République) impose au titulaire du marché (si ce marché lui confie l'exécution d'un service public), d'assurer l'égalité des usagers devant le service public et de veiller au respect des principes de laïcité et de neutralité du service public.

À ce titre, le titulaire doit notamment veiller à ce que ses salariés et l'ensemble des personnes sur lesquelles il exerce une autorité hiérarchique ou un pouvoir de direction (dans la mesure où ils participent eux-mêmes à l'exécution du service public) s'abstiennent de manifester

leurs opinions politiques ou religieuses et traitent de manière égale toutes les personnes et respectent leur liberté de conscience et leur dignité.

Le titulaire doit également veiller à ce que toute autre personne à laquelle il confie pour partie l'exécution du service public (par exemple, un sous-traitant) s'assure du respect de ces mêmes obligations.

Des contrôles pourront être mis en place et des sanctions prononcées, lorsque le titulaire du marché ne prendrait pas les mesures adaptées pour mettre en œuvre ces obligations et faire cesser les éventuels manquements constatés.

CHAPITRE 2 : PRIX ET REGLEMENT

ARTICLE 11 : CONTENU DU PRIX

Le prix du présent marché est réputé établi sur la base des conditions économiques du mois de remise limite des offres finales dit mois m_0 .

Les prix sont réputés comprendre toutes les charges fiscales ou autres frappant obligatoirement les prestations, les frais afférents au conditionnement, au stockage, à l'emballage, à l'assurance, les frais afférents à l'application de l'article 18.2 du CCAG FCS, ainsi que toutes les autres dépenses nécessaires à l'exécution des prestations, les marges pour risque et les marges bénéficiaires.

Les frais de manutention et de transport, qui naîtraient de l'ajournement ou du rejet des prestations, sont à la charge du titulaire.

Les frais de port sont précisés à [l'annexe 2 « critère qualité logistique »](#) du CCTP.

Les produits du catalogue dans la même catégorie du lot dont le titulaire aura transmis le % de remise dans l'annexe 4 au CCTP, seront intégrés aux marchés. Ainsi, le titulaire devra impérativement transmettre au format informatique le catalogue prix tarif en vigueur.

ARTICLE 12 : MODALITE DE VARIATION DU PRIX

Le prix est **révisable**.

Aucune demande de révision de prix ne pourra intervenir pendant la première année du contrat. En cas de reconduction du marché, la demande de révision pourra intervenir, à la demande du titulaire ou de l'acheteur, au plus tard 2 mois avant la reconduction.

La demande de révision devra contenir :

- La valeur de(s) l'indice(s)
- La formule de révision
- Les prix initiaux des annexes financières du marché
- Les prix révisés des annexes financières du marché

Cette demande devra être adressée à l'Acheteur de filière - bherve@ch-lemans.fr – 02.44.71.08.00.

La formule de révision applicable est la suivante :

$$P = P_o \times (I/I_o)$$

dans laquelle :

- **P** étant le prix révisé
- **P_o** le prix initial
- **I_o** le valeur prise au mois zéro par les ou l'index de référence I du marché
- **I** le valeur prise au mois d'établissement de révision par les ou l'index de référence(s) I du marché.

La date d'établissement des prix est la date de remise limite des offres finales dit mois m_o.

Index de référence : 06.1.1 - Produits pharmaceutiques - identifiant 001764782

Tous les indices sont publiés au **B.O.C.C.R.F.** : Bulletin Officiel de la Concurrence, de la Consommation et de la Répression des Fraudes ou sur le site de l'INSEE (<https://www.insee.fr/fr/information/2411675>).

Clause de sauvegarde

Dans le cas où le prix ajusté entraînerait une augmentation annuelle supérieure à 3%, le Directeur des Achats du Centre hospitalier du Mans, établissement support du GHT 72, après avoir évalué la situation économique et les conditions de la concurrence, se réserve la possibilité soit de :

- ✓ Plafonner l'augmentation à 2%,
- ✓ De ne pas reconduire le marché.
- ✓ De résilier le marché.

ARTICLE 13 : MODALITES DE REGLEMENT

13.1 Avance

L'avance ne pourra être mandatée qu'après la constitution d'une garantie à première demande conformément aux dispositions de l'article R.2191-7 du Code de la Commande Publique. En aucun cas une caution personnelle et solidaire ne pourra être proposée.

En application de l'**Option B** prévue au CCAG retenue, le titulaire ou son sous-traitant admis au paiement direct bénéficie d'une avance calculée en application du code de la commande publique dès lors que le montant initial du marché est supérieur à 50 000 euros hors taxes et dans la mesure où le délai d'exécution est supérieur à deux mois.

Lorsqu'en application du code de la commande publique, le titulaire ou son sous-traitant admis au paiement direct bénéficie d'une avance, le taux de l'avance correspond à 5 %.

L'avance est versée et remboursée selon les dispositions du code de la commande publique.

13.2 Remise de la demande de paiement

La remise de la demande de paiement intervient après l'admission des fournitures, conformément aux stipulations du marché.

13.3 Acomptes

Sans objet

13.4 Contenu de la demande de paiement

Le règlement des sommes dues par l'établissement concerné au titre du marché est effectué suivant les règles de la Comptabilité Publique, ainsi que dans les conditions prévues par le C.C.A.G. mentionné dans le présent document.

Les demandes de paiement sont établies sous forme de facture comprenant les éléments suivants :

- La date d'émission de la facture ;
- Le numéro de la facture ;
- Les nom et adresse du créancier ;
- Le destinataire de la facture ;
- Le code d'identification du service en charge du paiement (centre de gestion) ;
- Le numéro et la date du marché (ainsi que le numéro et la date du bon de commande si marché à bons de commande) et les références du bon de livraison ;
- La date de livraison des fournitures ou d'exécution des services ou des travaux
- La quantité et la dénomination précise des produits livrés, des prestations et travaux réalisés ;
- Le prix unitaire hors taxes des produits livrés, des prestations et travaux réalisés ou, lorsqu'il y a lieu, leur prix forfaitaire ;
- Le montant total de la facture, le montant total hors taxes et le montant de la taxe à payer, ainsi que la répartition de ces montants par taux de taxe sur la valeur ajoutée, ou, le cas échéant, le bénéfice d'une exonération ;
- Le numéro de son compte bancaire ou postal tel qu'il est précisé à l'acte d'engagement ;
- Le cas échéant, les modalités de règlement ;
- Le cas échéant, les renseignements relatifs aux déductions ou versements complémentaires.

Les factures et les pièces justificatives nécessaires sont déposées sur le site Chorus Pro : <https://chorus-pro.gouv.fr>.

Toute facture reçue papier fera l'objet d'une suspension du délai de paiement jusqu'à son dépôt sur Chorus Pro.

13.5 Comptables assignataires

Les coordonnées des comptables assignataires de **chaque établissement membre du GHT 72** sont indiquées dans [l'Annexe A – Coordonnées des établissements membres du GHT 72](#) jointe au présent CCAP.

13.6 Délais de paiement

Conformément aux dispositions de l'article R.2192-11 1° du Code de la Commande Publique, le délai maximum de paiement est de **50 jours** à compter de la date de réception de la facture.

Ce délai pourra être réduit au cas où le titulaire du marché aura fait une proposition d'escompte pour paiement accéléré.

13.7 Escomptes

Le titulaire proposera un escompte pour paiement accéléré sur **l'annexe 4 du CCTP**. Le titulaire sera informé de l'acceptation de la proposition par l'établissement.

Le cas échéant, le montant de cet escompte sera déduit par le Directeur des Achats ou son représentant lors du règlement de la facture conformément à ce qui a été indiqué par le titulaire du marché sur **l'annexe 4 du CCTP**. Le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de revenir sur le délai de paiement classique à savoir 50 jours. Le % de remise ne serait alors pas appliqué.

13.8 Intérêts moratoires

Au cas où le délai maximum de paiement mentionné à l'article « Délai de paiement » du présent document ne serait pas respecté et conformément aux articles de R.2192-31 à R.2192-36 du Code de la Commande Publique, des intérêts moratoires seraient versés au titulaire par l'établissement concerné.

Conformément aux dispositions de l'article R.2192.31 du code de la commande publique, le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque Centrale Européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

De plus, au versement des intérêts moratoires, s'ajoute une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement fixée à 40 euros.

CHAPITRE 3 : DELAIS

ARTICLE 14 : DELAI D'EXECUTION

14.1 Délais d'exécution des prestations

Les titulaires appliqueront impérativement le **délai de livraison des produits** indiqué dans **l'annexe 2 du CCTP « Critère Qualité Logistique »**, à compter de la date de réception du bon de commande. Ce délai sera opposé au titulaire de l'accord cadre en cas de retard de livraison conformément à l'article 15 du présent CCAP.

14.2 Prolongation du délai d'exécution

En application du CCAG-FCS, lorsque le titulaire est dans l'impossibilité de respecter les délais d'exécution, du fait de l'acheteur ou du fait d'un événement ayant le caractère de force majeure, le pouvoir adjudicateur prolonge le délai d'exécution. Le délai ainsi prolongé a les mêmes effets que le délai contractuel.

Par dérogation à l'article 13.3.2. du CCAG-FCS, pour bénéficier de cette prolongation, le titulaire signale à l'acheteur les causes faisant obstacle à l'exécution du marché dans le délai contractuel. Il dispose, à cet effet, d'un délai de cinq jours à compter de la date à laquelle ces causes sont apparues ou d'un délai courant jusqu'à la fin du marché, dans le cas où le marché arrive à échéance dans un délai inférieur à cinq jours. Il indique, par la même demande, au pouvoir adjudicateur la durée de la prolongation demandée

Par dérogation à l'article 13.3.3 du CCAG-FCS, l'acheteur dispose d'un délai de deux jours, à compter de la date de réception de la demande du titulaire pour lui notifier sa décision, sous réserve que le marché n'arrive pas à son terme avant la fin de ce délai.

La demande de prolongation ne peut être refusée, lorsque le retard est dû à l'intervention du prestataire, dans le cadre d'un ordre de réquisition.

Sous réserve que le marché n'ait pas lui-même pour objet de répondre à une situation d'urgence impérieuse résultant de situations imprévisibles, la demande de prolongation ne peut pas davantage être refusée, lorsque le retard est dû à l'intervention du prestataire, dans le cadre d'un marché passé en urgence impérieuse résultant de circonstances imprévisibles.

La durée d'exécution du marché est prolongée de la durée nécessaire à la réalisation des prestations réalisées sur réquisition ou pour les besoins du marché passé en urgence impérieuse.

Aucune demande de prolongation du délai d'exécution ne peut être présentée après l'expiration du délai contractuel d'exécution de la prestation.

ARTICLE 15 : PENALITES

Par dérogation à l'article 14.1.1 du CCAG-FCS, les pénalités énoncées ci-dessous sont cumulatives et encourues sans mise en demeure préalable, du simple fait de la constatation des faits.

Par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG-FCS, aucune exonération n'est prévue.

15.1 Pénalités pour retard

Par dérogation à l'article 14.1.2 du CCAG-FCS, le montant total des pénalités de retard pourra excéder 10 % du montant total hors taxes du marché, de la tranche considérée ou du bon de commande.

En cas de retard, le titulaire encourt une pénalité de 20 € HT par jour ouvré de retard.

15.2 Pénalités pour indisponibilité

Sans objet

15.3 Pénalités diverses

Pénalité pour non-respect de l'offre technique : 100 € HT par manquement constaté

Pénalité pour non-respect des clauses techniques du CCTP : 100 € HT par manquement constaté.

Pénalité pour non-respect de l'interdiction de fumer hors des zones fumeur : 10 € par manquement constaté.

15.4 Pénalités pour défaut d'insertion

Sans objet

ARTICLE 16 : PRIME

Sans objet

CHAPITRE 4 : EXECUTION

ARTICLE 17 : MODALITES PARTICULIERES D'EXECUTION

17.1 Livraison

Les fournitures livrées par le titulaire doivent être accompagnées d'un bon de livraison ou d'un état, dressé distinctement pour chaque destinataire, et comportant notamment :

- la date d'expédition ;
- la date de livraison ;
- la référence à la commande ou au marché ;
- l'identification du titulaire ;
- l'identification des fournitures livrées et, quand il y a lieu, leur répartition par colis ;
- le numéro du ou des lots de fabrication, dans le cas où la réglementation l'impose en matière d'étiquetage ;
- la quantité commandée ;
- la quantité livrée.

Chaque colis doit porter de façon apparente son numéro d'ordre, tel qu'il figure sur le bon de livraison ou l'état. Il renferme l'inventaire de son contenu.

La livraison des fournitures est constatée par la délivrance d'un récépissé au titulaire ou par la signature du bon de livraison ou de l'état, dont chaque partie conserve un exemplaire. En cas d'impossibilité de livrer, celle-ci doit être mentionnée sur l'un de ces documents.

Un sursis de livraison peut être accordé au titulaire lorsque, en dehors des cas prévus pour la prolongation du délai, une cause qui n'est pas de son fait met obstacle à l'exécution du marché dans le délai contractuel.

Un sursis de livraison peut être également accordé au titulaire s'il justifie de mesures et précautions particulières pour réduire les impacts environnementaux liés aux transports et aux modalités de livraison.

Le sursis de livraison suspend pour un temps égal à sa durée l'application des pénalités pour retard.

Les formalités d'octroi du sursis de livraison sont les mêmes que celles de la prolongation de délai mentionnées à l'article 14.2 du présent CCAP.

Aucun sursis de livraison ne peut être demandé par le titulaire pour des événements survenus après l'expiration du délai d'exécution du marché, éventuellement déjà prolongé.

Les fournitures devront être livrées dans les conditions prévues sur les bons de commande émis par le Pharmacien ou de son représentant à l'adresse indiquée dans **l'annexe A - « Coordonnées des établissements membres du GHT 72 »**.

Les conditions seront les suivantes :

- Le transport des marchandises et les opérations de manutention à la livraison s'effectueront sous l'entière responsabilité du titulaire du **marché** ;
- Le **déchargement de la marchandise** sera effectué par les soins du titulaire;
- Les livraisons seront faites sur palette "EUROP" consignées, de dimensions 80 x 120 cm, hauteur maximale d'1.5 m. L'ensemble palette et marchandise doit être filmé avec les indications des produits parfaitement lisibles (orientées vers l'extérieur).
- Sur l'emballage doivent figurer très clairement les conditions de stockage.
- Les articles livrés par le titulaire de l'accord cadre devront être en tous points conformes aux spécimens fournis préalablement s'ils ont été demandés par le Centre Hospitalier du Mans,
- Le titulaire de l'accord cadre devra respecter impérativement les délais de livraison et dans la mesure du possible la date indiquée sur le bon de commande,
- En cas d'impossibilité de livraison (partielle ou totale), le titulaire devra impérativement en informer l'établissement ayant passé la commande,
- Les horaires de livraison seront indiqués sur le bon de commande de chaque établissement concerné.
- Les articles livrés par le titulaire de l'accord cadre devront être en tout point conforme aux échantillons fournis préalablement s'ils ont été demandés par le Centre Hospitalier du Mans.

CONTINUITE DES APPROVISIONNEMENTS

Le titulaire de l'accord cadre prend toutes les dispositions afin de garantir la continuité et la régularité des approvisionnements et éviter toute interruption dans la distribution au sein du Groupement Hospitalier de Territoire. En cas d'intempéries, de grève, ou tout autre problème de transport, le titulaire de l'accord cadre prend toutes les dispositions nécessaires pour assurer les approvisionnements.

Notamment dans le cas où le jour de livraison n'est pas un jour ouvrable, le titulaire doit convenir avec le pharmacien, au moins une semaine à l'avance, d'un éventuel changement de date.

17.2 Clause de réexamen

Conformément aux dispositions de l'article R.2194-1 du Code de la Commande Publique relatif aux modifications de marché public, le Centre Hospitalier du Mans, établissement support du GHT 72, se réserve la possibilité de recourir notamment à la clause de réexamen dans les conditions définies ci-après :

- Dans le cas où un établissement membre du Groupement Hospitalier de Territoire de la Sarthe (GHT 72), quel qu'il soit, recenserait un besoin similaire aux prestations, objet du présent marché public, et ce, pendant toute sa durée, lesdites prestations seraient intégrées au présent marché public.

Elles seront réalisées conformément au Cahier des Clauses Administratives et Techniques Particulières de l'accord cadre, et, éventuellement à son (ou ses) annexe(s), et aux conditions prévues à l'article R.2194-2 du Code de la Commande Publique.

Pour ce faire, un établissement membre du GHT 72 exprime, auprès du Centre Hospitalier du Mans, établissement support du GHT 72, un besoin similaire à celui décrit dans le présent marché public.

Dans ce cas, le Centre Hospitalier du Mans, établissement support du GHT 72, se réserve la possibilité de modifier le présent marché public en intégrant les prestations par la notification d'une « modification du marché » au titulaire. Cette modification précisera notamment le nom de l'établissement partie concerné, la durée d'exécution de la prestation et le lieu d'exécution.

- En application de l'article R. 2194-6 du code de la commande publique, en cas de changement de titulaire dans le cadre de la distribution de produits à titre exclusif.
- Dans le cadre d'évolutions des conditions financières soumises à la force majeure, dans la mesure où un accord financier peut être accepté par le pouvoir adjudicateur.
- En cas d'accord financier au titre de l'escompte.

17.3 Changement de références

Dans l'hypothèse d'un changement de références d'un article, sans incidence sur le prix, le titulaire devra adresser systématiquement à la Direction des Achats du Centre Hospitalier du Mans, établissement support du GHT 72, une nouvelle grille de références avec correspondance entre l'ancienne et la nouvelle nomenclature afin de permettre le suivi de la facturation.

17.4 Prestations similaires

Pour les prestations de fournitures, le Centre Hospitalier du Mans se réserve la possibilité de faire procéder à des livraisons complémentaires à celles décrites dans le Cahier des clauses techniques particulières (et éventuellement son ou ses annexes) du présent marché, en application de l'article R2122-4 du code de la commande publique.

17.5 Exécution de la prestation aux frais et risques

Le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité, en application de l'article 45 du CCAG-FCS, de faire procéder par un tiers à l'exécution de tout ou partie des prestations prévues par le marché, aux frais et risques du titulaire.

En cas de problèmes temporaires d'approvisionnement, d'arrêt de fabrication ou de commercialisation des fournitures objets de l'accord cadre, le titulaire doit proposer un produit de remplacement. Le prix du produit de substitution palliant la rupture d'approvisionnement sera la même.

Dans le cas exceptionnel où le titulaire ne pourrait pas fournir et/ou livrer la marchandise retenue (notamment contingentement, problème temporaire d'approvisionnement, arrêt de fabrication ou de commercialisation) dans le cadre de l'accord cadre, la Direction des Achats pourra alors s'adresser au fournisseur de son choix pour les quantités prévues sur le bon de commande concerné, **le titulaire ayant à sa charge la différence de prix**, conformément à l'article 45 du Cahier des Clauses Administratives Générales (C.C.A.G.) des marchés publics de fournitures courantes et de services.

ARTICLE 18 : CONSTATATION DE L'EXECUTION DES PRESTATIONS – GARANTIE – MAINTENANCE

18.1 Opérations de vérification

18.1.1 Nature des opérations

Les prestations faisant l'objet du marché sont soumises à des vérifications quantitatives et qualitatives, destinées à constater qu'elles répondent aux stipulations du marché.

Les opérations de vérification sont effectuées dans les conditions définies tel que suit :

Lors de la livraison, la marchandise sera déchargée puis vérifiée en présence du titulaire ou de son préposé, hors modalités particulières définies par le responsable de la Pharmacie de l'établissement de santé.

Les quantités facturables seront celles reconnues contradictoirement par le titulaire et le responsable de la Pharmacie de l'établissement membre concerné ou de son représentant.

Les personnes chargées de la vérification ou de l'admission des articles s'assureront que leur qualité est bien conforme aux prescriptions du Cahier des Clauses Techniques Particulières.

Les produits refusés devront être retirés sans délai. A défaut d'enlèvement immédiat, ils seront retournés en port dû à l'adresse du titulaire. L'établissement concerné du GHT 72 décline toute responsabilité sur la détérioration, la diminution ou la perte de ces produits refusés.

Dans le cas exceptionnel où le titulaire ne pourrait pas livrer la marchandise dans la marque et la qualité retenues, il en avisera immédiatement le pouvoir adjudicateur et lui proposera d'urgence des marchandises de qualité équivalente dans la nouvelle marque proposée en remplacement. Il ne pourra effectuer les livraisons qu'après accord du pouvoir adjudicateur.

Par dérogation à l'article 27.3 du CCAG-FCS, les vérifications pourront se dérouler sans que le titulaire ne soit informé par l'acheteur.

18.1.2 Déroulement des opérations de vérification

Le responsable de la Pharmacie de l'établissement membre concerné ou son représentant effectue, au moment même de la livraison des fournitures ou de l'exécution des services, les opérations de vérification quantitative et qualitative simples qui ne nécessitent qu'un examen sommaire et ne demandent que peu de temps.

Les opérations de vérification nécessitant un examen plus approfondi sont exécutées par le responsable de la Pharmacie de l'établissement membre concerné ou son représentant et notifiées dans les quinze jours.

18.1.3 Décision après vérification

Admission des prestations

Par dérogation à l'article 30.1 du CCAG-FCS, le pouvoir adjudicateur prononce l'admission des prestations, sous réserve des vices cachés, si elles répondent aux stipulations du marché. L'admission prend effet à la date de notification au titulaire de la décision d'admission ou en l'absence de décision, dans un délai de cinq jours à dater de la livraison.

Ajournement des prestations

Par dérogation à l'article 30.2 du CCAG-FCS, le pouvoir adjudicateur, lorsqu'il estime que des prestations ne peuvent être admises que moyennant certaines mises au point, peut décider d'ajourner l'admission des prestations par une décision motivée. Cette décision invite le titulaire à présenter à nouveau au pouvoir adjudicateur les prestations mises au point, dans un délai de cinq jours.

Le titulaire doit faire connaître son acceptation dans un délai de trois jours à compter de la notification de la décision d'ajournement. En cas de refus du titulaire ou de silence gardé par lui durant ce délai, le pouvoir adjudicateur a le choix d'admettre les prestations avec réfaction ou de les rejeter, dans les conditions fixées en cas de réfaction ou de rejet, dans un délai de cinq jours courant de la notification du refus du titulaire ou de l'expiration du délai de trois jours ci-dessus mentionné.

Le silence du pouvoir adjudicateur au-delà de ce délai de cinq jours vaut décision de rejet des prestations.

Si le titulaire présente à nouveau les prestations mises au point, après la décision d'ajournement des prestations, le pouvoir adjudicateur dispose à nouveau de la totalité du délai prévu pour procéder aux vérifications des prestations, à compter de leur nouvelle présentation par le titulaire.

Dans le cas où les opérations de vérification ont été effectuées dans les locaux du pouvoir adjudicateur, le titulaire dispose d'un délai de quinze jours, à compter de la notification de la décision d'ajournement, pour enlever les biens ayant fait l'objet de la décision d'ajournement. Passé ce délai, les biens vérifiés peuvent être évacués ou détruits par le pouvoir adjudicateur, aux frais du titulaire.

Les prestations ajournées, dont la garde dans les locaux du pouvoir adjudicateur présente un danger ou une gêne insupportable, peuvent être immédiatement évacuées ou détruites, aux frais du titulaire, après que celui-ci en a été informé.

Réfaction

Application du CCAG-FCS

Rejet

Application du CCAG-FCS

18.1.4 Transfert de propriété

Application du CCAG-FCS

18.2 Maintenance des prestations

Sans objet

18.3 Garanties

Conformément aux prescriptions du C.C.A.G. FCS, les articles seront garantis contre tout vice de fabrication ou défaut de matière, à compter du jour de l'admission jusqu'au moment de leur utilisation, sous réserve de conditions de stockage conformes aux règles et aux usages.

Pour les produits comportant une date limite d'utilisation, celle-ci devra être au moins égale aux 2/3 de la période de validité (à compter du jour de la livraison). Au cas où cette durée de validité ne serait pas respectée, les produits seront renvoyés en port dû.

ARTICLE 19 – ASSURANCES

Le titulaire doit contracter les assurances permettant de garantir sa responsabilité à l'égard de l'acheteur et des tiers, victimes d'accidents ou de dommages causés par l'exécution des prestations.

Il doit justifier, dans un délai de quinze jours à compter de la notification du marché et avant tout début d'exécution de celui-ci, qu'il est titulaire de ces contrats d'assurances, au moyen d'une attestation établissant l'étendue de la responsabilité garantie.

A tout moment durant l'exécution du marché, le titulaire doit être en mesure de produire cette attestation, sur demande de l'acheteur et dans un délai de quinze jours à compter de la réception de la demande.

ARTICLE 20 – RESILIATION

Application du CCAG-FCS et notamment de ses dispositions relatives à l'exécution aux frais et risques du titulaire.

ARTICLE 21 – DIFFERENDS

En cas de contestation à l'occasion de la validité, l'interprétation, l'exécution, l'inexécution ou la résiliation de la prestation, les parties s'efforceraient de la régler à l'amiable avant toute action en justice, conformément aux dispositions du chapitre 8 du C.C.A.G. des marchés publics de fournitures courantes et de services.

En cas de litige, seul est compétent le Tribunal Administratif

Tribunal Administratif de Nantes
6 allée de l'île Gloriette - BP 24111
44041 NANTES Cedex

Toutefois le différend peut être soumis à l'avis du comité consultatif du règlement amiable.

Comité consultatif de règlement amiable des litiges relatifs aux marchés publics :

CCIRA de Nantes
DREETS DES PAYS DE LA LOIRE
22 mail Pablo Picasso - BP 24209
44042 NANTES CEDEX 1
☎ 02 53 46 79 83 - 📠 02 53 46 79 79
paysdl.ccira@dreets.gouv.fr
<https://pays-de-la-loire.dreets.gouv.fr/>

ARTICLE 22 – DEROGATIONS

L'article 8 du CCAP déroge à l'article 4.1 du CCAG-FCS
L'article 14.2 du CCAP déroge aux articles 13.3.2 et 13.3.3 du CCAG-FCS
L'article 15 du CCAP déroge aux articles 14.1.1 et 14.1.3 du CCAG-FCS
L'article 15.1 du CCAP déroge aux articles 14.1. 2 du CCAG-FCS
L'article 18.1.1 du CCAP déroge à l'article 27.3 du CCAG-FCS
L'article 18.1.3 du CCAP déroge aux articles 30.1 et 30.2 du CCAG-FCS

ARTICLE 23 – ANNEXE

Annexe A – Coordonnées Etablissements GHT 72
